

Pleins feux sur les AU

mai 2004

Sauver des vies – Des défenseurs colombiens des droits humains témoignent de l'efficacité des Actions urgentes

« Jamais nous n'avons rencontré de défenseurs des droits humains aussi courageux, impliqués et admirables que ceux qui œuvrent en Colombie. Comment pourrions-nous perdre espoir et nous décourager quand ils sont si combattifs ? »

Kathy Price, coordonnatrice Actions urgentes de la section canadienne

Défendre les droits fondamentaux en Colombie revient trop souvent à mettre sa propre vie ou celle de ses proches en danger. Les défenseurs des droits humains de ce pays courent en outre le risque de se retrouver au centre du violent conflit qui oppose les forces armées et leurs alliés paramilitaires aux groupes armés d'opposition qui contrôlent une large portion du pays.

Au cours des derniers mois, la section du Canada a organisé, en collaboration avec les Brigades de paix internationales, plusieurs « tournées » dans l'ensemble du pays, qui ont permis à de nombreux Canadiens – hommes, femmes et enfants – d'entendre des témoignages directs du courage de ces défenseurs des droits humains et de recevoir l'assurance de l'efficacité de leur action.

Astrid Manrique et Yolima Quintero :
« Votre soutien est l'oxygène qui nous permet de tenir. »



Astrid Manrique et Yolima Quintero © AI

« J'ai des cartons entiers d'appels envoyés en notre faveur par des membres du Réseau AU et des sympathisants » a confié à son auditoire Astrid Manrique, qui a embrassé la cause des défenseurs des droits humains après la « disparition » de son compagnon.

Elle a ajouté : « Pour moi, il n'y a aucun doute : ces lettres nous ont sauvé la vie ».

Yolima Quintero, qui appartient à la même association qu'Astrid Manrique, confirme : « Les Actions urgentes permettent d'envoyer un signal fort, de montrer que la communauté internationale est informée de la situation et que vous tenez notre gouvernement pour responsable de ce qui arrive aux citoyens colombiens. Votre soutien est l'oxygène qui nous permet de tenir. »

Amnesty International a lancé des Actions urgentes en faveur d'Astrid Manrique et de Yolima Quintero après qu'elles eurent reçu des menaces de mort, et qu'un homme muni d'une carte de police eut, semble-t-il, tenté d'intimider la fille d'Astrid, qui était âgée de quatorze ans à l'époque. Ces manœuvres visaient à dissuader les deux femmes de poursuivre leur action au sein de l'*Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos* (ASFADDES, Association de parents de prisonniers « disparus »), une organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains regroupant des proches de « disparus » qui s'efforcent de faire la lumière sur ce qui est advenu de ceux qui leur étaient chers, et d'obtenir que les responsables soient traduits en justice.

(voir l'AU 117/00, AMR 23/032/00 du 12 mai 2000)

Keith Rimstad, adjoint de campagne à la section canadienne, est chargé du travail sur les défenseurs des droits humains et sur la Colombie ; il révèle les raisons qui ont présidé à la venue des deux femmes au Canada : « *Tout d'abord, nous souhaitons que des liens se tissent entre nos membres et l'ASFADDES, et espérons renforcer notre action et notre engagement en faveur de cette organisation. Nous tenions ensuite à sensibiliser l'opinion publique à la situation en Colombie et aux difficultés rencontrées dans ce pays par les défenseurs des droits humains. Enfin, nous voulions inciter le gouvernement canadien à tendre la main aux militants colombiens, en abordant la question des droits humains avec les autorités colombiennes au cours de rencontres bilatérales et multilatérales.* »

Astrid et Yolima ont parcouru le Canada et pris part à diverses activités allant de rencontres avec des élus locaux et des représentants des pouvoirs publics à des meetings publics et des conférences dans des lycées. Elles ont également rencontré des membres d'ONG canadiennes et accordé des entretiens aux médias.

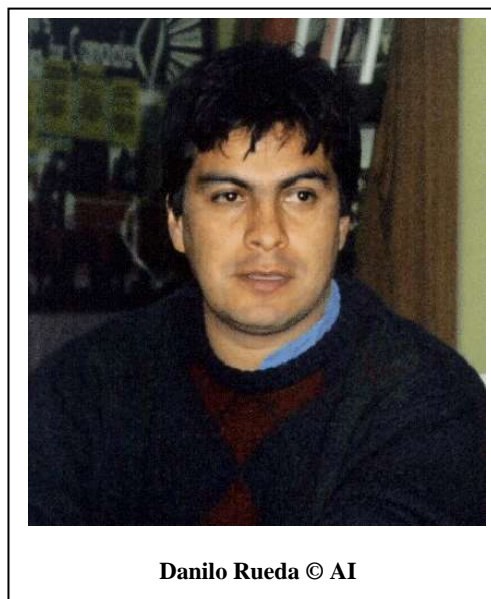
« *Les Actions urgentes sauvent des vies* », tel est le message simple et éloquent que les deux femmes ont délivré aux membres du Réseau Actions urgentes.

Kathy Price, qui partage la fonction de coordonnatrice Actions urgentes avec Marilyn McKim et travaille sur la Colombie en collaboration avec d'autres militants, nous a dit : « *J'ai filmé le séjour d'Astrid et de Yolima dans le sud de l'Ontario, c'est donc en connaissance de cause que je peux affirmer que le public était extrêmement ému par leurs témoignages* ».

« *Au-delà de cela, leur courage face aux nombreuses menaces qui leur ont été adressées, mais aussi le message selon lequel les appels sauvent des vies ont fait forte impression sur les personnes qu'elles ont rencontrées. Tous ceux qui ont eu l'occasion de croiser ces deux militantes se sont dits remotivés et prêts à poursuivre leur action de solidarité au Canada. Je sais qu'ils n'oublieront jamais leur venue, leur visage, et ce qu'elles nous ont appris au sujet de la solidarité internationale.* »

Danilo Rueda : « Nous savons que nous pouvons compter sur vous »

La *Comisión Intereclesial de Justicia y Paz* (Commission interecclésiastique Justice et paix), une organisation catholique de défense des droits humains, dénonce les violations perpétrées par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires contre des civils qui vivent dans des zones de conflit. Ses membres sont devenus la cible de ceux qui souhaitent voir cesser l'action essentielle menée par



les défenseurs des droits de la personne.

En février 2003, la Commission interecclésiastique Justice et Paix a reçu un appel téléphonique au cours duquel un interlocuteur anonyme a menacé les membres de l'organisation en ces termes : « *Mort aux guérilleros des droits humains, nous vous avons déjà prévenus* ». Amnesty International a lancé une Action urgente à la suite de cet événement.

Deux mois plus tôt, l'un des membres de l'organisation avait été visé dans un message macabre. Celui-ci, signé par un groupe paramilitaire qui s'est baptisé « *les anticommunistes de Colombie contre les collaborateurs de la guérilla* », était formulé de la façon suivante : « *Danilo Rueda, repose en paix.* »

(voir l'AU 42/03, AMR 23/015/2003 du 11 février 2003)

Danilo Rueda s'est rendu au Canada afin d'attirer l'attention sur les pressions exercées non seulement contre lui mais également contre d'autres membres de la Commission interecclésiastique Justice et paix. Il a rencontré des représentants des autorités à Ottawa ainsi que des membres d'Amnesty International dans les régions de Toronto et d'Ottawa.

Danilo est convaincu que le soutien apporté par les membres du Réseau Actions urgentes permet aux militants colombiens qui, comme lui, se trouvent en première ligne, de poursuivre leur action essentielle en faveur du respect de la vie et de la dignité. Il a tenu à remercier les membres du Réseau « *pour le soutien et l'intérêt qu'ils [lui] ont manifestés* », ajoutant : « *Votre intervention a fortement contribué à faire cesser les actes de répression [...] Nous savons que nous pouvons compter sur vous et que vos témoignages de solidarité ne faibliront pas.* »

Des courtépintes aux compagnies pétrolières...

La section canadienne maintient la pression

Les membres de la section canadienne ont témoigné leur solidarité vis-à-vis des défenseurs colombiens des droits humains de diverses façons. Ils se sont ainsi mobilisés sur des Actions urgentes, ont fait publier des annonces de soutien dans la presse colombienne en faveur de ces militants, et effectué un travail de pression constant sur les autorités canadiennes et colombiennes.

Keith Rimstad et Kathy Price se souviennent d'une initiative tout à fait originale, le projet des « courtépintes de la solidarité ». Cette action, qui a duré un an, a mis à contribution des membres et sympathisants de différentes régions du Canada, qui ont fourni des carrés de tissu portant des messages de soutien ; 17 courtépintes ont été confectionnées à partir des morceaux d'étoffe. En septembre 2002, elles ont été offertes en signe de soutien à des groupes de défense des droits fondamentaux et à des syndicats colombiens à Bogotá, en présence du vice-président de la République de Colombie. Le projet a reçu un accueil très enthousiaste de la part des



défenseurs des droits humains, qui parlent d'ailleurs toujours en termes très élogieux des « *colchones canadiens* » (couettes canadiennes).

Kathy Price explique que le rôle de certains investissements réalisés par le Canada en Colombie est actuellement étudié avec la plus grande attention : « *La section canadienne a rencontré les représentants de compagnies pétrolières, afin de discuter des mesures prises par celles-ci en vue de garantir que leurs activités n'encouragent pas les violations des droits humains, mais sont au contraire un facteur d'amélioration. Au Canada, de nombreuses personnes se sont émues de la "disparition" de Kimy Pernia, responsable de la communauté indigène des Embera Katío. Il était venu au Canada afin d'évoquer devant des parlementaires, notamment, l'impact extrêmement négatif sur le mode de vie des Embera Katío d'un grand projet hydroélectrique ayant reçu des financements canadiens. Nous continuons à réclamer des informations sur ce qui est arrivé à Kimy et à demander que des mesures soient prises afin que les responsables de sa "disparition" soient identifiés et déferés à la justice.* »

Une même philosophie : ensemble, nous pouvons faire changer les choses

Kathy Price poursuit : « *Amnesty International a soutenu les défenseurs colombiens des droits humains par de nombreux biais : envoi de lettres consécutives à des AU, missions, ainsi que de*

multiples autres initiatives inventives, à l'image du projet des courtepointes de la solidarité. De nombreux militants colombiens nous ont affirmé que ces actions les aidaient littéralement à survivre et à poursuivre jour après jour le travail essentiel qu'ils fournissent pour le respect de la vie et de la dignité. La section canadienne s'efforce de faire tout ce qui est en son pouvoir pour leur apporter cette aide, car nous sommes convaincus qu'ensemble nous pouvons bâtir un futur différent, où la justice prévaudra.

« Il est crucial que des personnes telles que Yolanda, Astrid, Danilo et Martha Cecilia, la fille de Kimy Pernia, continuent à nous rendre visite. En effet, cela permet que des rencontres aient lieu et que les différentes parties prennent conscience de ce qui les rassemble : l'idéal d'un monde juste où les droits humains sont respectés. Rapporter les paroles des défenseurs des droits humains en Colombie et faire part de leur expérience dans Pleins feux sur les AU, mais aussi dans des publications de la section canadienne, comme The Activist, ou dans des vidéos telles que celle que nous préparons actuellement au

sujet de l'ASFADDES, sont également de bons moyens de rendre la cause de ces personnes plus accessible et de susciter l'envie d'agir chez les membres. »

Kathy termine sur ces mots : « Récemment, j'ai eu une conversation téléphonique avec une militante de la section canadienne qui avait lu l'article que nous avons consacré à Martha Cecilia dans The Activist et me demandait à quelle adresse elle pouvait envoyer des messages de soutien. Elle m'a dit : "Je suis une mère et une grand-mère, et je me sens le devoir de parler. Nous devons nous lever et nous exprimer haut et fort pour défendre les droits humains." Motivant, non ? »

*Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*